

**EN ETAT DE CHOC TOULOUSE SINISTREE PAR AZF
DANGER DES USINES DE PRODUITS EXPLOSIFS AUX PORTES DES VILLES**

DOULEURS ET RUMEURS

AUTEUR : Dr. Abdallah GABSI

Enseignant Chercheur à Toulouse

Docteur en Droit International et Européen

Docteur en Aménagement de l'Espace, Urbanisme.

Docteur en Gestion.

**Docteur en Sciences économiques : Economie internationale et Economie du
Tourisme.**

**Cet article est publié dans la Revue Saout El Jalia N° 42/43. Novembre/Décembre
2001. Paris. pp.28-34.**

EN ETAT DE CHOC, TOULOUSE SINISTREE PAR AZF

DANGER DES USINES DE PRODUITS EXPLOSIFS
AUX PORTES DES VILLES - DOULEUR ET RUMEUR.

“ L'amour de la justice n'est, en la plupart des hommes, que la crainte de souffrir d'injustice ”.

AUTEUR : Dr. Abdallah GABSI

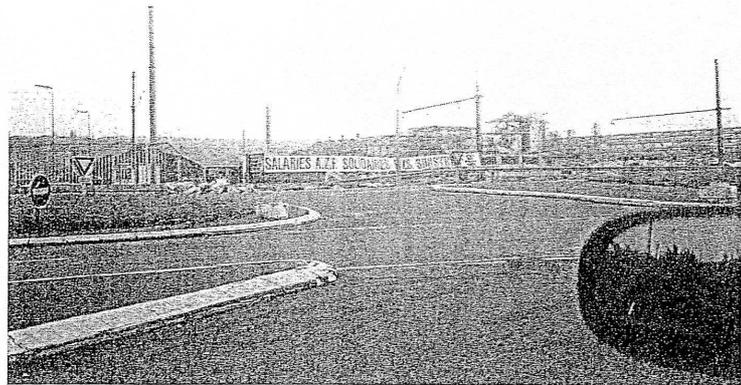
La Rochefoucauld

Maximes. 78.

En présentant les effets de la catastrophe de Toulouse, les caméras de la télévision ont montré les pendules de certains lieux sinistrés, arrêtées à 10 heures 17. C'était l'heure exacte de l'explosion qui a fait trembler la ville rose. L'activité venait de démarrer à Toulouse et aussitôt une explosion survint. C'était le vendredi matin 21 septembre 2001, date que les habitants de Toulouse gardent en mémoire. 29 morts et nombreux sont les blessés dont certains sont frappés d'infirmité qui marquera toute leur vie. Les psychologues, notamment, auront beaucoup de travail à faire à ce niveau. Ceux qui ont vécu l'événement ont pu constater la gravité de l'explosion et ses effets surtout. Des bâtiments ont dû être détruits par un choc très violent que l'on a entendu à des dizaines de kilomètres. La terreur et la douleur gagnaient la population. Evidemment chacun a fait le lien avec ce qui s'est passé dix jours avant (11 septembre 2001) à New York dont la situation ne cessait d'interpeller la communauté internationale.

Le drame a entraîné des préjudices graves et la population sinistrée, notamment, demande que justice soit faite. Les hommes, généralement, aiment et défendent la justice parce qu'ils ont peur de l'injustice éventuelle qui pourrait les accabler. Tel est le sens à retenir de la citation évoquée.

Cette injustice est d'autant plus dure à supporter qu'elle se présente parfois en situation de catastrophe génératrice de rumeurs qui viennent accentuer la souffrance des victimes difamées ou de leur famille... Cette situation a pu être constatée pour la famille d'un travailleur d'origine tunisienne (de la région de Jendouba) et



qui est l'une de 29 personnes qui ont trouvé la mort¹ lors de l'explosion de l'unité toulousaine d'AZF (que les Toulousains continuent à appeler ONIA), propriété de la Grande-Paroisse, filiale du groupe Total-fina-Elf qui emploie cinq cents personnes. Près de quarante personnes se trouvaient sur le Site au moment de l'explosion.

Face à ce drame, l'opinion publique, douloureusement touchée, cherche à savoir très vite toute la vérité et la justice, pour prouver les responsabilités, s'attribue des délais, jugés généralement très longs. La lenteur constatée s'explique par le temps nécessaire à la fourniture de preuves desquelles la justice se nourrit : quelle justice pourrait-elle s'en passer ?

Pour une instruction de toute affaire judiciaire que l'on veut tout à fait sérieuse et qui cherche à déterminer une responsabilité effective, faut-il être vigilant et moins pressé ?

Après une présentation de la ville de Toulouse nous mettrons l'accent sur les conséquences de l'explosion, sur les rumeurs générées par la catastro-

phe et leurs conséquences, sur les droits et les obligations de chacun pour une attitude citoyenne et enfin, sur les mesures d'urgence prises et à prendre pour assurer à la population une tranquillité physique et morale.

TOULOUSE : Situation géographique et terre d'accueil des Tunisiens notamment.

C'est une ville, cosmopolite, prestigieuse et qui ne cesse de gagner en beauté². Par la généralisation de la brique rose elle a su se donner un style. Par la préservation et l'aménagement de son espace vert, elle a réussi à sauvegarder son environnement naturel (160 jardins et parcs dans le centre à ajouter aux 1000 hectares d'espaces verts et aux 400 hectares de zones vertes aménagés. Et la Ramée en constitue un exemple à suivre)³. En effet, tous ceux qui sont à Toulouse depuis des années et ceux qui sont revenus après l'avoir quittée quelques années auparavant peuvent en témoigner. Elle est séparée de la Méditerranée par un peu plus de 150 km, de l'Atlantique

par près de 250 km, des stations de ski par 110 km et de Paris par 730 km, Toulouse, par une progression démographique notamment (plus de 400 000 pour Toulouse et plus de 700 000 habitants pour l'agglomération), ne cesse de consolider sa place parmi les grandes métropoles européennes. Elle est l'une des premières métropoles du sud de l'Europe. Toulouse, la 4ème ville de France, est la Capitale de la plus grande région française, Midi-Pyrénées (45 000 km²) qui regroupe 8 départements (La Haute – Garonne, l'Ariège, l'Aveyron, le Gers, le Lot, les Hautes-pyrénées, le Tarn, et le Tarn et Garonne)⁴. Cette ville s'est voulue ouverte sur le reste du Monde. Elle est jumelée avec Atlanta (Etats-Unis), Kiev (Ukraine), Boulogne (Italie), Elche (Espagne), Chongqing (Chine)...

Elle entretient des relations étroites avec la Tunisie à travers la chambre du commerce et de l'Industrie et les anciens diplômés des universités de Toulouse. Des Tunisiens et parmi eux ceux qui ont été formés par les Universités toulousaines notamment participent chaque année à Faust (la foire internationale d'exposition de la haute technologie où les Laboratoires de recherche venus du monde entier présentent les résultats de leurs découvertes).

Fondée en 1229, l'Université de Toulouse n'a cessé de s'attribuer une reconnaissance à la hauteur de sa personnalité fondée sur ses spécificités mais aussi sur la diversité de ses enseignements. Les effectifs des étudiants se sont accrus au fil du temps. Aujourd'hui, Toulouse, deuxième ville universitaire après Paris, compte plus de 110 000 étudiants inscrits dans ses trois universités et ses 14 instituts ou grandes écoles.

Pour beaucoup de Tunisiens, Toulouse est une ville connue. En effet, elle a réussi à faire entendre sa voix, notamment grâce aux émissions de télévision transmises par satellite. Près de 3000 tunisiens vivent dans Toulouse et sa région. En 1998-1999 par exemple, 257 étudiants tunisiens ont été inscrits dans les universités de Toulouse soit 106 à l'Université des sciences sociales (droit et sciences économiques), 51 étudiants à l'Université Toulouse le Mirail (Lettres et scien-

ces humaines), 75 étudiants à l'Université Paul Sabatier (Sciences) et 25 étudiants à l'Institut Polytechnique (Ecoles des Ingénieurs)⁵.

Plusieurs raisons ont fait que Toulouse continue à attirer des étudiants tunisiens. Beaucoup de professeurs tunisiens ont été formés à Toulouse et encouragent leurs étudiants, dans le cadre des échanges, à compléter leur formation dans la ville où ils ont, eux mêmes, étudié. Certains parents, anciens de Toulouse, ont dirigé leurs enfants vers les universités de la ville rose. Aussi assiste-t-on à une sorte de reproduction du parcours du Maître par l'élève ou du père par le fils⁶.

Toulouse, s'est voulue un lieu de rencontre culturelle où le public exigeant et le producteur amateur cherchant à promouvoir ses œuvres, retrouvent, tous les deux, la satisfaction de leurs attentes.

Toulouse occupe une place de choix sur le plan économique notamment. En matière aéronautique elle arrive en première place au niveau européen et en seconde place au niveau mondial. Elle arrive aussi en tête au niveau européen pour les activités spatiales et au niveau de la France pour les systèmes électroniques embarqués. Sa place est également grande en matière de recherche ; plus de 10 500 personnes travaillent dans plus de 400 unités de recherche.

Cette ville, comme bien d'autres, a donné à l'enseignement toute la place qui doit lui revenir pour la promotion des jeunes. Aussi compte-t-on à Toulouse 96 écoles maternelles, 87 écoles primaires, 24 collèges, 20 Lycées d'enseignement général ou technique et 23 lycées d'enseignement professionnel⁷.

Grâce à ses universités, ses grandes écoles et ses laboratoires réputés, Toulouse a su attirer des usines de pointe aux côtés d'autres mises en place en 1926 tel est le cas de l'ONIA devenue AZF. Et faut-il rappeler qu'en 1926, le Maire de Toulouse de l'époque, Albert Bedouce, se battait pour faire sortir Toulouse, d'un grave « mutisme industriel ». L'exemple de l'usine AZF est très particulier. Au moment de son installation, elle était entourée de champs. Elle était en dehors de l'agglomération. Face à la poussée

rapide de l'urbanisation⁸ du côté sud de Toulouse des quartiers tel que celui d'Empalot autrefois éloigné, s'est peu à peu agrandi pour jouxter le dangereux complexe pétrochimique. Donc c'est dès le début des années 50 qu'on a construit les quartiers d'Empalot et de Papus. Et dix ans plus tard, on a réalisé le Mirail, l'un des plus grands quartiers de l'agglomération toulousaine. Tous les trois, aux côtés d'autres comme Bordelongue et Langlade, sont des plus touchés par l'explosion.

Ainsi donc se trouve aux portes de Toulouse cette usine chimique dont on n'a jamais cessé de mettre en avant les risques qu'elle présentait pour la population toulousaine.

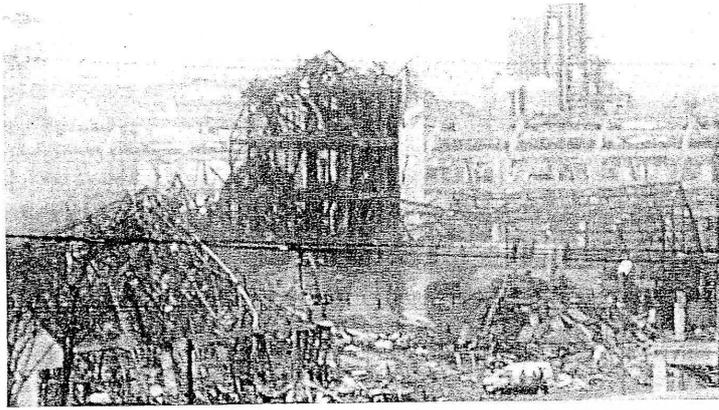
Selon M. Le Professeur Louis Lareng, l'un des plus grands spécialistes de la prévention des risques et le fondateur du SAMU : « Nous vivons dans un monde où les risques sont multiples et il est difficile de sensibiliser les gens à l'ensemble de ces risques... Se préparer à faire face à un danger, c'est être sensibilisé, s'informer et se former. C'est donc un travail de longue haleine dont les effets ne peuvent être appréciés que dans le temps »⁹.

Ces risques évoqués il y a quelques années sont devenus réels et la population toulousaine vit, depuis le 21 septembre, une douleur que la solidarité collective s'efforce d'atténuer.

AZF EXPLOSEE : douleur et interrogation.

C'est la peur que les gens ont ressentie au moment de l'explosion. Parmi ceux qui ont vécu le drame A... nous disait : « A 10h 17, j'étais dans le Hall du Lycée polyvalent Rive Gauche Toulouse Le Mirail, exactement devant l'administration en conversation avec un collègue Professeur, lorsque une explosion a fait bouger les bâtiments de l'établissement. Je croyais que les murs allaient nous tomber dessus. Aussitôt les élèves, le personnel enseignant et administratif frappés par la terreur coururent dans tous les sens à la recherche de secours. Plusieurs de personnes, en pleurs, pensaient que les causes de l'explosion étaient tout près d'elles. Quelle peur ! Quelle inquiétude ! ».

Toujours sur le même lieu, les in-



Nous voyons sur cette photo l'usine AZF (Pour les Toulousains ONIA) dévastée par l'explosion meurtrière du 21 septembre 2001.

terrogations se multiplient pour ces personnes regroupées en partie dans le Hall d'accueil. Ceux qui disposaient de téléphone mobile cherchaient à joindre en vain leurs proches ; les lignes étaient coupées ou saturées. Tout le monde attendait des nouvelles au moins sur les causes de l'explosion. Cette situation pesante ne faisait pas, évidemment, diminuer la peur qui gagnait la foule. Les rumeurs commençaient. Certains, par rapport à ce qui s'est passé à New-York, parlaient d'explosion d'avion au dessus de Toulouse. D'autres parlaient d'une bombe... Les suppositions se multiplient jusqu'au moment où quelqu'un précisait que le lieu de l'explosion est bien l'Usine AZF : «c'est l'ONIA qui a explosé».

Les interpellations continuaient, cette fois-ci, sur les causes de cette explosion. Certains pensent que c'est un accident et d'autres refusent cette thèse et avancent que c'est un attentat... Evidemment les hypothèses se multiplient : comment le nitrate d'ammonium du hangar de l'AZF a-t-il explosé ?

Selon l'hebdomadaire des Toulousains «Ô Toulouse»,¹⁰ «Une question qui se pose toujours aux quêtés et à propos de laquelle les rumeurs se multiplient. Dernière en date, la piste de la nitrocellulose, un composé explosif qui aurait pu infecter le sol au moment où le terrain appartenait à une poudrière. Mais alors que l'association «Les amis de la Terre» révèle les résultats des analyses effectuées sur des échantillons du sol. drélevés après l'explo-

sion, aucune trace de nitrocellulose n'a été détectée. Par contre, le Laboratoire départemental d'analyse de la Drôme a trouvé un sol très pollué par divers composants, notamment du plomb et de nitrate en quantité supérieure à la moyenne...». Le 21 septembre, un spécialiste de la chimie, « qui a l'habitude d'intervenir sur les lieux des catastrophes, aurait affirmé avoir relevé un taux d'humidité important sur un réacteur (terme qui désigne cheminée) situé dans le bâtiment du stockage. Cette information viendrait confirmer l'hypothèse selon laquelle l'explosion serait intervenue dans le local où se trouve entreposé les granulats de nitrate».¹² Il est évidemment légitime de multiplier les hypothèses pour déterminer le ou les responsable (s) de l'explosion qui dans une société de droit doit réparer les préjudices causés aux victimes. Mais en attendant, face aux dégâts importants, des gens vivent dans la souffrance et la douleur et il convient de s'occuper d'eux dans une société qui s'est attribuée la solidarité comme devise.

DES DEGÂTS : difficiles à estimer.

Selon la Mairie de Toulouse des chiffres permettent de donner une idée sur l'ampleur des dégâts physiques mais les dégâts psychiques et psychologiques et les traumatismes qu'ont subis les sinistrés et leurs familles demeurent tout à fait inestimables. Dans un large rayon autour de l'usine dévastée, des blessés ensanglantés s'interrogent sur leur sort. Le Bilan

plus lourd des bilans pour un accident de cette nature en France. Le dimanche 23 septembre les médias et les autorités avançaient les chiffres d'au moins : 29 morts, 25 disparus, 30 blessés dans un état jugé tout à fait critique et 1170 blessés hospitalisés. Les ouvriers survivants de l'usine AZF aux côtés des secouristes ont fouillé sans relâche les décombres à la recherche de leurs collègues disparus.

La télévision a montré les images de ce cratère, au centre de l'usine, un énorme trou rempli d'eau, causé par l'explosion et dont la largeur s'élève à plus de 50 mètres et dont la profondeur est de près de 15 mètres.

Evidemment devant un tel choc les bâtiments, dans un large rayon autour du lieu du sinistre, n'ont pu être épargnés par la destruction.

Selon la Mairie de Toulouse plus de 30 000 dossiers ont été enregistrés. 190 bâtiments municipaux sont à réparer (hors concessionnaires). Pour la réparation des équipements courants tels que les écoles, les crèches, les gymnases le coût envisagé est de l'ordre de 200 MF. Et pour les bâtiments importants : Stadium principal qui vient d'être agrandi et aménagé pour la dernière coupe du Monde 1998, Zénith, Palais des sports, Alban Minville, SETMI, Mermoz-Nakache la perte a été estimée à près de 300 MF. Pour les autres dégâts, réparation et restauration de monuments les pertes sont en cours d'évaluation. On attend encore l'évaluation des pertes liées aux bungalows, transports, pertes d'exploitations, gardiennages, locations de matériaux...

Secoué et ébranlé, et pour des raisons de sécurité, le Stadium sera hors service jusqu'en 2003. Ce délai sera très long pour l'équipe de Toulouse et ses supporters. Plusieurs équipements collectifs ont du être fermés : 12 % des gymnases, 18 % des écoles, 20 % des bibliothèques et 50 % des piscines d'hiver.

Pour plus de précision, pour les équipements mis hors service suite à l'explosion, nous comptons 11 équipements sociaux (crèche, salle des Fêtes, Centre d'accueil et de loisir, club de troisième âge...), 13 équipements culturels ou socio-culturels (Théâtre,

Zénith, Bibliothèque...) et 26 équipements de sport (piscine, gymnase, parc des sports...).

Evidemment plus on avance vers l'Usine et plus se confirme l'horreur et l'ampleur de la catastrophe. Aussi assiste-t-on autour d'AZF à un autre paysage morose et glacial. Les décombres prennent la place des entreprises¹³ qui étaient en pleine activité et prospérité. Cette prospérité dont jouissaient ces entreprises, est née des efforts humains fournis sur plusieurs années. La véritable richesse d'une cité ou d'un pays résulte de l'activité et du dynamisme de ses hommes, comme le précise bien l'Economiste du XVI^e siècle, Jean Bodin : «Il n'est de richesse que d'homme». Evidemment, le matériel et les machines détruits par l'explosion d'AZF peuvent être remplacés. Les hommes, tués par cette explosion, nous quittent définitivement. Les survivants de ces entreprises dévastées, femmes ou hommes, blessés et hébétés n'arrivent pas à comprendre ce qui de leur arrive.

Le même sentiment, nous le retrouvons chez les occupants des logements des quartiers proches des usines. Il suffit de passer par les rues telle que la rue Bernadette pour se rendre compte de l'intensité du Drame : «il est triste de voir des habitations pleines de vie jusqu'avant le drame avec le toit par terre» disait une personne venue apporter son soutien et son aide aux habitants de cette rue sinistrée. Aussi a-t-on appris qu'un résident de cette rue a passé des tuiles de son toit entièrement effondré à son voisin pour lui permettre de réparer le sien partiellement endommagé. 5000 foyers n'avaient pas à la suite de l'explosion d'électricité. Plus de 820 véhicules ont été endommagés. Plus de 100 autobus du réseau de transport en commun sont inopérants. L'hôpital psychiatrique Gérard Marchant s'est transformé en lieu vide. Plusieurs lycées sont gravement touchés. Deux d'entre eux sont définitivement fermés. Il s'agit du Lycée Galliéni et du Lycée Françoise situés tout près de l'Usine dévastée. Le collège Stendhal endommagé ne rouvrira pas. 85 écoles sont en très mauvais état. Un tunisien a son garage à quelques mètres de l'Usine reçoit un madrier sur le bras et son établissement

subit de dégâts matériels très importants. Il affirmait «avoir échappé bel et bien à la mort. Devant chez moi, juste en face de l'usine, le paysage plein de vie se transforma en paysage d'apocalypse».

Le drame se lit sur les visages des blessés et certains titres des journaux, dont notamment la « Dépêche du Midi » donnent une idée de la situation globale.

«Avenue de Muret, les toits tombent». «A Empalot, les pompiers décrochent les volets». «A Bellefontaine la population (*en grande partie étrangère*) vit sous le choc». «Les enseignants des établissements sinistrés affirment avoir vécu un cauchemar». «Au Boulevard de Récollets : le belvédère est éventré». «A Pech David (colline), la procession des curieux». «A la Faourette : Huguette (72 ans) est morte en se recoiffant». «Route de Seysses, ils ont veillé sur le bar toute la nuit». «l'hôpital psychiatrique est en cellule de crise». «La population toulousaine est en colère». D'autres revues telles que Toulouse Magazine ou l'Express ont également multiplié les titres dont successivement : «Maintenant que l'Usine AZF n'est plus qu'un tas de cendres...»¹⁴. «Le mystère de Toulouse»¹⁵.

Parmi les personnes âgées, beaucoup vivent plus ou moins seules. L'état de choc est venu amplifier leur sentiment de solitude et accentuer leur peur. Les enfants sont traumatisés par l'explosion et ses effets. Aussi pense-t-on à ce jeune lycéen de l'établissement Galliéni, jouxtant l'usine, qui a trouvé la mort. Ses camarades étaient envahis par la tristesse provoquée par ce drame bouleversant qui les marquera toute la vie. L'un d'entre eux a affirmé avec douleur relevée dans la voix « Moi ça va, je suis vivant mon copain lui est mort »¹⁶.

La population toulousaine voyait que l'ONIA, AZF aujourd'hui, a toujours présenté un risque pour la population. Aussi convient-il de rappeler cette phrase, d'un riverain de l'usine depuis 20 ans que l'on a souvent entendue dans les reportages. En s'adressant à sa sœur, il disait «il fallait bien que l'ONIA nous explose à la gueule un jour. Ici on est malheureux et on a la rage ». Un autre travailleur à

l'usine depuis plusieurs années, conscient du danger que présente pour lui son activité, disait chaque jour avant d'aller au travail aux membres de sa famille «A ce soir peut être».

Une tunisienne, résidente à Hammamet, s'est rendue à Toulouse pour reconforter son fils, étudiant et touché par la catastrophe. Perturbé et se sentant seul, cet étudiant hésitait entre rester pour terminer la préparation de son diplôme et rentrer en Tunisie. Il avait besoin d'en parler. Il a réussi à clarifier ses idées et opte, en fin de compte, pour la continuation de ses études en vue de la réussite de son diplôme pour lequel il a déjà passé 3 ans à Toulouse. En passant par la rocade en direction de Rangueil, la mère de ce jeune homme, qui a pourtant suivi en Tunisie la transmission de la catastrophe de Toulouse à la télévision, était encore plus choquée en voyant tous ces bâtiments sur un grand espace entièrement ou partiellement endommagés. Pour illustrer ce qu'elle ressentait, elle n'arrêtait pas de répéter : «J'ai bien vu, en Tunisie, à la télévision que c'était très grave mais je n'ai jamais pensé que la gravité est d'une telle ampleur. Je suis très choquée et triste pour ces pauvres gens, victimes de l'explosion». Avec l'explosion, le danger éventuel évoqué depuis la création de l'usine en 1926 est devenu tout à fait réel le 21 septembre 2001 à 10h 17.

L'Etat, les collectivités territoriales, les associations, les entreprises... s'accordent sur la nécessité de poursuivre avec plus de rapidité la réparation des dégâts mais des difficultés d'approvisionnement pour certains matériaux se posent. Aussi constate-t-on une pénurie de vitres. Et on a du rechercher ce produit de Limoges à Perpignan. A ce propos me confiait A.. «Pour les vitres des fenêtres de la chambre de mes enfants, je suis allé les acheter à Gaillac. Il commence à faire très froid à Toulouse et je ne vais pas attendre que les enfants tombent malades pour les changer. L'expert vient de passer après un mois et demi de la catastrophe et il faut du temps pour que les réparations commencent...»

Devant un tel désarroi, les secours se succèdent. Un grand élan de solidarité a pu être constaté dès les minutes qui ont suivi l'explosion.

LES SECOURS :

Toulouse, ville de solidarité.

Les français et les étrangers qui ont choisi Toulouse, aiment cette ville qu'ils trouvent pleine de vie et de solidarité. Cette solidarité a été nettement remarquée à la suite de la catastrophe. Dans la rue, sur la route, dans les lieux publics, l'amabilité, la gentillesse, la courtoisie deviennent des devises pour la majeure partie de la population. Par un tel choc, on a compris qu'il suffit de peu de choses pour que la vie prenne un autre revirement. De toutes les communes de la région et hors région la solidarité pour Toulouse a été manifestée et réalisée.

Des médecins, des pompiers, des gendarmes, des policiers des compagnies de CRS, des militaires, des fonctionnaires, des infirmiers, des psychologues, des psychiatres, des personnes anonymes volontaires (dont notamment des jeunes accompagnés de leurs élus sont venus des communes voisines comme Labège¹⁷)... ont coordonné leurs efforts au profit des sinistrés.

La solidarité a été démontrée au plus haut niveau des autorités de l'Etat et des collectivités territoriales (Mairie, Conseil général et Conseil régional). Messieurs Le Président de la République (Jacques Chirac) et le Premier Ministre (Lionel Jospin) se sont rendus aussitôt sur les lieux de la Catastrophe pour apporter aux sinistrés et leurs familles leur soutien.

M. Le Président Jacques Chirac accompagné de son épouse et M. le Premier ministre Lionel Jospin ont assisté tous les deux avec d'autres personnalités de l'Etat et des collectivités territoriales à une Messe célébrée, le 26 septembre 2001 à 18 heures, à l'église Saint Etienne pour les sinistrés de Toulouse. Plusieurs personnalités religieuses étaient présentes à cette Messe dont notamment Monseigneur Emile Marcus, Archevêque de Toulouse, Chancelier de l'Institut Catholique de Toulouse, Monseigneur Claude Bressolette, Recteur de l'Institut Catholique de Toulouse, Monseigneur André Collini ancien Archevêque de Toulouse et ayant des liens très forts avec la Tunisie, Monseigneur Jacques Dutheil.

ancien Recteur de l'Institut Catholique de Toulouse, Père Jean Mompha, ancien Secrétaire Général de l'Institut Catholique de Toulouse. ... A cette messe ont assisté des personnalités musulmanes et juives. Une célébration inter-religieuse (réunissant des Catholiques, des Musulmans, des Protestants et des Juifs) à la mémoire des victimes de la catastrophe a été organisée chez les Dominicains, en présence de quelques personnalités toulousaines dont notamment Monsieur le Maire de Toulouse Philippe Douste-Blazy et pour laquelle l'Institut des Sciences des Religions (ISTR), dirigé par les Pères Messieurs Gérard Raynal et Bernard Hugué, a fortement contribué.

Les autorités se sont montrées très solidaires entre elles pour un meilleur soutien à la population. Aussi convient-il de rappeler cette citation du M. le Préfet Hubert Fournier «Lorsqu'on vit un événement aussi exceptionnel et terrible, c'est ensemble et de manière soudée que l'on peut agir et réagir». Dans les remerciements qu'il adresse aux acteurs du secours et de la solidarité, Mr. le Préfet a attribué une mention spéciale à Mme la Rectrice Nicole Belloubet-Frier et à Mr Alain Dorison, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE)¹⁸. Monsieur le Maire de Toulouse Philippe Douste-Blazy, touché par ce que vient de supporter Toulouse, est resté constamment présent aux côtés de la population sinistrée notamment.

Les Médecins ont travaillé très dur. Aussi faut-il rappeler que c'est entre deux blocs opératoires de l'hôpital de Purpan que le Docteur Bertand GARDINI du service ORL - Cervicofacial et ses équipes ont du opérer durant plusieurs heures. Selon lui «On a commencé à opérer hier matin, 21 septembre, jour du drame, dès 11 heures. Et on s'est arrêté cette nuit à 3 heures du matin. On est six dans l'équipe. On a du voir cent cinquante à deux cents patients. C'est la folie. Personnellement je n'avais jamais vu ça... On se croirait à la guerre. Les plaies de face sont très importantes, beaucoup d'amputation de navillons aussi...».

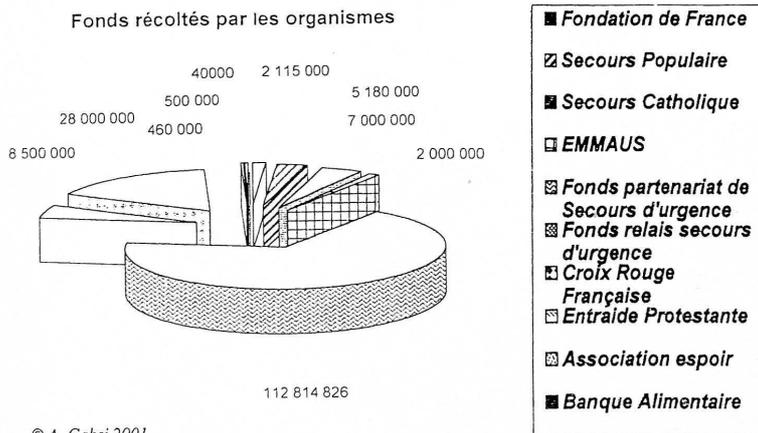
Des cellules de soutien psychologique se sont constituées comportant des psychologues, des psychiatres, des agents de la croix rouge française... Pour rendre réelle cette solidarité, 3000 sauveteurs se sont mobilisés : 150 médecins et infirmiers du SAMU, 450 pompiers, 1200 policiers et gendarmes, 50 militaires de la protection civile, 300 agents EDF et des employés des services de l'équipement, 100 membres de la Croix rouge, 100 bénévoles. On cherche par tous les moyens à faire garder le moral pour la population en accélérant la réparation des dégâts.

DES REPARATIONS : inquiétude, douleur et la vie continue.

Un élan de solidarité s'est nettement apparu dès l'explosion. Pour certains, les travaux avancent et pour d'autres on relève une attente due à la lenteur des négociations. L'attente devient insupportable face au climat qui se durcit. Les sinistrés deviennent de plus en plus impatients et leur colère augmente jour après jour et qu'ils ont traduite dans toutes les dernières manifestations organisées par différentes associations. Nous sommes le 17 novembre 2001 soit près de deux mois après la catastrophe et on vient d'installer la dernière fenêtre de la chambre de malade à l'hôpital de Rangueil.

Le gouvernement détient les manettes. Même ceux qui ne veulent pas de l'Etat parce qu'ils aspirent à plus de libéralisme, veulent que l'Etat soit un acteur capital dans la résolution des problèmes inhérents à cette catastrophe.

Selon le Gouvernement¹⁹, on notera les positions prises pour la réouverture de la Maison de la Recherche de l'Université du Mirail dans un délai de 9 mois, la remise en état de l'hôpital Marchant (400 Millions de Francs), la reconstruction des instituts de chimie de l'INP et de l'IUT pour un total de 300 millions de francs. La reconstruction des bâtiments de la SEMVAT 240 MF de dommages dont 100 MF pour les bus). Aussi faut-il préciser que la nouvelle Bibliothèque de l'Université du Mirail dont l'ouverture était



prévue pour cette rentrée 2001-2002 a dû être reportée à l'année prochaine. Là aussi les dégâts sont importants.

La ville a d'ors et déjà l'assurance d'un doublement de la participation de l'Etat (480 MF). Une dizaine d'organismes ont pu collecter 162618.997 F soit 24791106 Euros²⁰.

Et cette somme est appelée à augmenter. Des galas et des Concerts seront donnés par des célébrités dont l'enfant du pays Claude Nougaro²¹ qui en plus de leur talent apporteront leur cœur au profit des sinistrés. On a distribué 3000 F par foyer en moyenne. Mais cette somme ne permettait pas à certaines victimes de couvrir les sommes avancées. Aussi avons nous relevé pour un chef de famille durement frappé par la catastrophe la perception de deux fois 3000 F alors que les frais médicaux s'élèvent à 14000 F.

Des associations se sont constituées pour faire entendre la voix de leurs adhérents et pour repousser ainsi les risques des usines de produits chimiques explosifs auxquelles des populations de Toulouse ou d'ailleurs pourraient être exposées. Plusieurs manifestations ont été organisées à ce sujet ayant pour slogan «Plus jamais ça ni ici, ni ailleurs».

Dans une charte signée, le 1^{er} juillet 2001, par le Premier ministre à l'occasion du centenaire de la loi de 1901 régissant les associations, celui-ci engageait l'Etat à «reconnaître le rôle prépondérant joué par les associations en matière de défense de l'intérêt commun».

Dans ce domaine le chef de file de l'opposition municipale, M. François

Simon, continue à jouer un rôle actif en sensibilisant les adhérents des associations, notamment, à réagir contre les risques.

D'ailleurs plusieurs Maires des villes de France rejettent aujourd'hui, suite à ce qui s'est passé à Toulouse, les usines des produits explosifs sur le sol de leur commune. Ils gardent aussi en mémoire les conséquences provoquées par l'explosion du bateau portant des produits chimiques dans le port du Havre ou d'usine Chimique en Allemagne, aux Etats Unis, Italie (SEVESO) et surtout en Inde. C'est en Inde (à Bhopal) que l'explosion de l'usine de produits chimiques a propagé des nuages de gaz toxique ayant causé la mort de plus de 2000 personnes. Faut-il rappeler que depuis cinquante ans il y a des gens qui cherchent à attirer l'attention sur les dangers que présente le complexe chimique d'AZF (lieu de l'explosion), premier site de production de fertilisants en France, classé «Seveso»²². La population toulousaine a échappé, heureusement, à un tel mal.

Une intensification des secours et des aides en faveur de la population sinistrée de Toulouse se poursuit, et ce, pour faire garder le moral qui est au plus bas pour les sinistrés ; si les pertes matérielles peuvent être estimées, les pertes humaines et la douleur qu'elles engendrent, restent sans doute inestimables.

CONCLUSION :

Toulouse est une belle ville qu'on aime habiter. «On y est bien» disent les Toulousains quand on leur de-

mande comment ils trouvent leur ville? De par les différentes potentialités dont elle dispose, elle demeure tout à fait attrayante. Cependant, les dangers auxquels les usines des produits explosifs exposent la population interpellent celle-ci et perturbent fortement sa tranquillité. Comment vivre en paix lorsque nous savons qu'à deux pas de chez nous il y a une usine stockant des poudres explosives pouvant causer, comme AZF, une catastrophe qui transformerait une ville en pleine activité et vie en une ville meurtrie.

Le Site où est implantée AZF (ancienne ONIA dont l'activité a toujours été jugée dangereuse de notoriété publique) regroupe en effet deux autres usines de produits chimiques, également explosifs ou toxiques («Tolochimie », la plus dangereuse selon les experts puisqu'elle dégage du gaz toxique et que, Christian Moretto, a qualifiée, en 1986, de bombe au cœur de la ville et la « SNPE »)²³. Ces usines sont aussi importantes que celle qui vient d'exploser. Donc par rapport à ce qui pourrait être produit si une explosion en chaîne s'est déclenchée, on pourrait dire que Toulouse l'a réellement échappé belle. L'usine SNPE où l'on fabrique des explosifs et le carburant de la fusée Ariane a été heureusement épargnée par l'explosion.

La situation est réellement triste pour tous ceux qui ont subi la mort, les blessures, les dégâts matériels... mais aussi pour ceux qui se sont trouvés du jour au lendemain au chômage. Les usines des produits chimiques explosifs présentent un danger certain pour la population mais reste un acteur économique de par la création d'emplois directs et indirects (emplois induits) et les revenus qu'elles dégagent... Plusieurs questions se posent aux citoyens et aux décideurs avertis :

Faut-il continuer l'exploitation de ces usines situées dans les zones urbanisées ?

Faut-il les déplacer, c'est à dire transférer les risques qu'elles présentent et où ?

Faut-il les garder et leur imposer des mesures encore plus draconiennes en matière de sécurité, sachant que cela entraîne des coûts financiers exorbitants (formation, information...)²⁴ ?

On continue à s'interroger sur les causes de l'accident. Cependant la piste de l'accident est celle qui apparaît la plus probable. M. le Procureur de la République, Michel Bréard, a annoncé, 48 heures après le drame, «que l'accident était prouvé à 99%»²⁵.

Les rumeurs ont couru sur ce travailleur tunisien qui, aux côtés de ses collègues français, n'a pu échapper à la mort. On a interrogé sa famille alors qu'elle est en deuil. La tristesse est doublement ressentie disaient ceux qui le connaissent. Cet homme qui a traversé la Méditerranée pour subvenir aux besoins de sa femme et de ses enfants a fini par trouver la mort sur son lieu de travail. A sa mort, alors que sa famille fait face à la douleur elle apprenait les accusations contre le défunt.

Dans une société de droit, la détermination de la responsabilité est tout à fait légitime. Mais ce qui est tout à fait illégitime c'est l'accusation gratuite que la rumeur alimente. Aussi convient-il, toujours dans une société de droit, de laisser à la justice le temps d'accomplir impartialement son travail dans le respect de ses fondements et de ses principes.

La constitution française, au dessus de toutes les sources du droit, reconnaît aux individus le principe de l'égalité devant la loi. Aussi doit-on garder le même degré de respect pour toutes les victimes de cette explosion et notamment pour les personnes disparues et leur famille en deuil. Avec un tel comportement jugé responsable on aidera à la détermination des responsabilités réelles pour que réparation soit faite aux victimes. Aussi faut-il rappeler l'article 1382 du Code Civil français qui prévoit que « tout fait quelconque de l'homme qui cause dommage à autrui oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ».

Pour les personnes qui se veulent civilisées, la recherche de la vérité est une devise et donner la primauté à la rigueur sur la rumeur en est une deuxième qui est certainement celle qui favorise la découverte de cette vérité.

Quelques recherches ont été effectuées à l'Université Toulouse Le Mirail (UTM), notamment, en matière de géographie et de sociologie urbaine

dont l'application aurait permis d'éviter certaines erreurs d'aménagement du territoire²⁶.

On parle de nous jours de l'après AZF. Mais quel type d'aménagement concevoir et réaliser sur ce site de 500 hectares pour lui donner une dimension humaine à la hauteur du prestige évoqué plus haut et dont bénéficie à juste titre la ville de Toulouse et pour que les habitants de la ville rose puissent croire à la citoyenneté et voir réellement la vie en rose²⁷ ?

A ce propos il convient de rappeler cette citation de Platon qui est toujours d'actualité et qui pourrait constituer un repère pour tout plan d'aménagement que l'on veut une réussite : «Ce ne sont pas les murs qui font une ville, mais bien les hommes qui y vécut»²⁸.

Dr. Abdallah GABSI*

*Abdallah GABSI : Docteur en Droit International et Européen.

- Docteur en Urbanisme et Aménagement du territoire.
- Président de l'Unité de Recherche sur le Bassin Méditerranéen de l'Institut Catholique de Toulouse.

Notes :

- 1- Abdallah GABSI (1988) . Les Tunisiens en Languedoc Roussillon Midi-Pyrénées et Aquitaine in Bulletin de la Société Languedocienne de Géographie. Université de Montpellier. 1998. pp 377-393.
- 2- Toulouse est une ville cosmopolite en raison du nombre important des étudiants étrangers venus faire des études dans ses universités prestigieuses au niveau européen voire international.
- 3- Informations de la Mairie de Toulouse novembre 2001.
- 4- Informations de la Mairie de Toulouse novembre 2001.
- 5- Service statistique du Rectorat de l'Académie de Toulouse.
- 6- Abdallah GABSI (2000) : Etudiants et diplômés maghrébins des facultés scientifiques de Toulouse in Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs. Trajectoires sociales et itinéraires migratoires. CNRS Éditions. Paris 2000. pp. 307-332.
- 7- Selon la Mairie de Toulouse.
- 8- Etienne Ducos (2001) écrit : "C'est l'Etat qui détient les manettes. Habitats, équipements publics, commerces, Faculté... 90 % des constructions ont été réalisées avant 1985, date à laquelle les mairies récupèrent la maîtrise des permis de construire et il fallait attendre 1989 pour qu'un arrêté préfectoral impose les dispositions "Seveso". Dès lors, la ville révisé son Plan d'Occupation des Sols (POS) et transfère toutes décisions les décisions d'Urbanisme dans le cadre restrictif".
- 9- Selon L'actuel Adjoint à l'Urbanisme M. Jean-Luc Moudenc, M. Guy Hersan mon prédécesseur, avait toujours refusé les demandes de permis de construire même pour de simples agrandissement.
- 10- Louis Lareng (2001) : "Créons le vaccin du comportement" in Toulouse Magazine n° 1. nov. 2001 pp. 38.
- 11- Ô Toulouse La Gazette N. 7762 de vendredi 26 octobre 2001.
- 12- Certains affirment avoir vu un missile avec une fumée rose partir du Mirail en direction d'AZF.
- 13- La Dépêche du Midi du 22 septembre 2001. p. 3.
- 14- Parmi les entreprises qui ont perdus leurs bâtiments nous relevons : l'EDF, Darty, Speedy, Midi-Papiers-

Peints, Brossette ...

14- Sébastien Vaissière : Vers une nouvelle conscience citoyenne in Toulouse Magazine N. 1 novembre 2001 page 34.

15- Anne Marie Casteret. Dans cet article plusieurs questions ont été posées "pourquoi a-t-on installé l'usine face à l'hôpital psychiatrique ? Pourquoi, ensuite a-t-on laissé construire des habitations près de cette zone à risques ? Enfin, sur quels critères s'est-on fondé pour définir les périmètres dits "d'intervention" ? in L'express n° 2628 Semaine du 15 au 21 novembre 2001 page 97.

16- La Dépêche du Midi du samedi 22 septembre 2001 page 4.

17- La Télévision locale de Toulouse (TLT) a montré M. Claude Ducert, Maire de Labège accompagné de jeunes de sa commune venus aider et soutenir les sinistrés de Toulouse.

18- " Ô Toulouse La Gazette N. 7762 de vendredi 26 octobre 2001.

19- Etienne Ducos (2001) Sur les cendres d'AZF in Toulouse Magazine n° 1. nov. 2001 pp. 39-41.

20- La Dépêche du Midi Jeudi 15 novembre 2001 Toulouse p. 19.

21- La beauté de Toulouse apparaît également et nettement dans la chanson de Claude Nougaro "Ô Toulouse" qu'il a interprété avec une grande émotion, accompagné de Michel Plasson le samedi 29 septembre au cours de la soirée spéciale "Solidarité Toulouse" organisée sur France 2 en direct du Hall aux grains de Toulouse.

22- La Dépêche du Midi du Samedi 22 2001 Toulouse p. 2.

23- On lit à la page 30 de Toulouse Magazine N° 1 novembre 2001 "Toulouse vivait sur un baril de poudre, les risques inhérents à la production chimique du site menaçaient directement les quartiers les plus peuplés de la ville ... voire, dans le cas de production de la SNPE, l'agglomération toute entière. Toutes les sonnettes d'alarmes résonnaient encore peu avant la catastrophe".

24- Louis Lareng (2001) : "Créons le vaccin du comportement" in Toulouse Magazine n° 1. nov. 2001 pp. 38.

25- Marina Kouby (2001) : AZF après la rumeur, l'attente des preuves in Toulouse Magazine n° 1. nov. 2001 pp. 39-41.

26- A ce propos M. le Professeur Rémy Pech, Président de l'UTM avait cité au cours d'une interview donnée le vendredi 17 nov. 01 à la Radio "Aime Toulouse" le nom de quelques personnalités comme MM. et Mmes les Professeurs Marie Christine Jaillet, Jean Paul Laborie, Robert Marconis, et d'autres à qui il a rendu hommage Raymond Ledrut et Bernard Kayser décédé à cette rentrée universitaire 2001-2002.

Faut-il rappeler que le dernier article du Regretté Professeur Bernard Kayser vient d'être publié aux actes du Colloque d'Hammamet "Politique de la Ville Tourisme et Extension Urbaine". Coll. Bassin Méditerranée U.R.B.M du Centre d'Études Africaines, Arabes et Asiatiques de l'Institut Catholique de Toulouse 2001. pp. 57-61. Ce texte est publié dans la Revue languedocienne de l'Université de Paul Valéry de Montpellier.

27- On lit dans Toulouse Magazine n° 1 de Novembre 2001 page 31 "SCOT ... soit la troisième génération, après le Schéma Directeur de l'Agglomération Toulousaine qui lui-même succédait au Schéma Directeur de l'Agglomération Urbaine. Le "SCOT", donc, sera géré par un syndicat mixte d'études et d'aménagement de l'agglomération toulousaine et par l'agence de l'Urbanisme. Il regroupera, et c'est le moins, toutes les structures déjà existantes du type (Sicoval), Communauté d'agglomération de l'axe Sud". Nous précisons au passage que le fondateur du Sicoval est l'actuel Maire de Labège M. Claude Ducert.

28- A. GABSI : Hammamet de la bourgade à la station balnéaire internationale - histoire d'un développement urbain. In Tourisme et Ville - politique de la ville, tourisme et extension urbaine. URBM, Institut Catholique de Toulouse 2001 pp 111-142. Ce texte est publié dans la Revue languedocienne de l'Université de Paul Valéry de Montpellier.